

Edito

Un “sauvetage” au goût amer

Par Vincent Slits

Un accord fut donc trouvé au bout de 17 heures de négociations entre chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro pour ouvrir la voie à un troisième plan d'aide à la Grèce. L'irréparable – le scénario d'un Grexit agité tout le week-end par le club des pays les plus intransigeants pour forcer Athènes à de nouvelles concessions – a donc été évité de justesse. L'essentiel a été préservé : l'intégrité de la zone euro. L'axe franco-allemand, mis sous très forte tension, n'a pas implosé.

Le soulagement était donc de mise hier matin dans les chancelleries européennes. La Grèce a évité le chaos et l'Europe une crise existentielle majeure. Mais il ne faut pas se bercer d'illusions : avoir évité le pire aura un prix. Il sera élevé pour la Grèce et sa population qui se verra imposer de nouvelles mesures d'austérité qui plomberont à court terme encore un peu plus une économie déjà exsangue. Un peuple grec qui devra aussi accepter de vivre dans un pays sous tutelle européenne et internationale, via le FMI, et dont la souveraineté nationale est désormais toute relative. Peut-on parler, comme le faisaient certains observateurs très sévères lundi matin, d'une volonté d'humilier toute une nation ? Les dirigeants européens – certains devaient composer avec une opinion publique très chatouilleuse sur le cas grec – ne voulaient en tout cas plus payer un chèque en blanc à la Grèce. En organisant à la hâte son fumeux référendum, Alexis Tsipras, en dépit d'une victoire politique, a donné le bâton pour se faire battre. Une rupture de confiance, dans une crise grecque devenue aussi un sujet politique, dont il paie cash la note aujourd'hui.

Une certaine idée de la solidarité européenne a été ébranlée ce week-end. Il est urgent de repenser ce projet européen à bout de souffle et miné par les égoïsmes nationaux. Cette crise grecque, qui est aussi une crise européenne, servira-t-elle de catalyseur à une remise à plat courageuse ?